

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 27 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Adler Pelzer Group Grand Est

16 RUE COLBERT
BP 35
67390 MARCKOLSHEIM

Code AIOT : 0006701518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement Adler Pelzer Group Grand Est implanté 16 rue Colbert - 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 25/08/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Adler Pelzer Group Grand Est
- 16 RUE COLBERT - BP 35 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006701518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société ADLER PELZER (ci-après nommée « l'exploitant ») est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits confectionnés à partir de feutre et de résines synthétiques. Ces fabrications sont destinées à l'industrie automobile. Les enjeux principaux résident dans la prévention du risque incendie et la maîtrise des émissions atmosphériques de Composés Organiques Volatils. Du fait de leur consommation d'eau dans un de leur process, le thème de la visite d'inspection a principalement porté sur les rejets eaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets et consommation de l'eau ;
- Rejets atmosphériques ;
- Plan de gestion des solvants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	VLE avant rejet dans la STEP	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	VLE eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.15	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Déclaration annuelle des émissions et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.2.2	/	Sans objet
3	Localisation et caractéristiques des points de rejets (eau)	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.5	/	Sans objet
5	VLE eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 4.3.13	/	Sans objet
7	VLE Flux dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 3.2.5	/	Sans objet
8	VLE Concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 3.2.4	/	Sans objet
9	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
10	Hauteur des Cheminées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
11	Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/07/2009, article 9.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements continus de valeurs réglementaires ont été constatés sur la concentration de DCO des rejets d'eau de découpe ainsi que sur la température des eaux de refroidissements. Ce qui constitue des **non-conformités aux articles 4.3.9 et 4.3.15 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009**.

De plus, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas effectué sa déclaration d'émission de polluants et de déchets de l'année 2021 sur le site GEREP. Ce qui constitue une **non-conformité à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif aux au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets**

L'inspection propose ainsi de mettre l'exploitant en demeure avec des échéances définies.

L'inspection émet également de nombreuses observations dont les principales sont les suivantes :

- Des dépassements de volume de prélèvements d'eau sur le réseau public ont été constatées depuis 2018, un rapport d'incident avec des éléments montrant l'investigation et la réparation de cette anomalie sont attendus par l'Inspection. De plus, il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2009, l'exploitant est en charge de prévenir l'inspection en cas d'anomalie ou d'incident susceptible de nuire au bon fonctionnement de son installation ;
- Des éléments sont attendus suite à la prise en charge d'une fuite d'huile détectée par l'inspection ;
- Le plan de gestion des solvants de l'année 2021 doit être transmis par l'exploitant avant le 31 décembre 2022. En cas de non transmission après cette date, il sera proposé une mise en demeure pour non respect de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 ;
- Les éditions des rapports d'analyses des rejets air des semestres 2022 sont attendus par l'inspection dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés, en dehors des périodes de sécheresse, dans les quantités suivantes (cf tableau dans AP).
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 20 septembre 2022, un document de suivi de sa consommation d'eau, par prélèvement de nappe et dans le réseau public depuis l'année 2018. Le volume annuel de prélèvement d'eau en nappe prescrit par arrêté préfectoral est respecté. La consommation de l'année 2021 est de 22 307 m ³ , ce qui est très inférieur au volume 150 000 m ³ prescrit. Le volume prélevé de janvier à août 2022 est de 21 304 m ³ . Concernant le prélèvement des eaux en provenance du réseau public, l'inspection a constaté des dépassements chaque année de l'ordre de 2 000 m ³ à 5 400 m ³ (la valeur maximale étant de 5 441 m ³ en 2021). Cependant, les valeurs mensuelles de l'année 2022 (représentant au total un volume de 456 m ³ de janvier à août 2022) tendent à montrer que le prélèvement annuel total respectera le seuil de la valeur limite prescrite. L'exploitant explique les dépassements observés par une fuite au niveau d'une vanne de disconnexion, reliant le réseau de prélèvement du réseau public et le réseau de prélèvement des eaux souterraines. En décembre 2021, après avoir détecté cette fuite, la vanne de disconnexion entre ces deux réseaux a été retirée et les deux réseaux ont été obturés.
Observations : Deux observations sont émises par l'inspection : 1) L'inspection renvoie l'exploitant à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2009 « L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. » Il est ainsi rappelé à l'exploitant qu'il est en charge de prévenir l'inspection en cas d'anomalie ou d'incident susceptible de nuire au bon fonctionnement. Aussi, un rapport d'incident avec des éléments montrant l'investigation et la réparation de la fuite sont attendus de la part de l'exploitant dans les meilleurs délais.

2) L'inspection s'interroge sur les données qui ont été transmises dans le porter à connaissance (PAC) du 31 janvier 2022.

Les relevés de consommations sont différentes de celles transmises dans le courriel du 20 septembre 2022.

Les données du document transmis par courriel sont les suivantes :

- 2018 : 2 452 m³
- 2019 : 2 786 m³
- 2020 : 5 200 m³

Tandis que les données décrites dans le PAC sont les suivantes :

- 2018 : 1 891 m³
- 2019 : 3 542 m³
- 2020 : 5 151 m³

Des explications sont attendues par l'inspection, et il convient de transmettre les chiffres réels à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

En date du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis un plan cible de ses réseaux de 2017. Ces derniers étaient incomplets (car le circuit de refroidissement n'apparaît pas ainsi que d'autres bâtiments).

Suite à la visite de l'inspection, l'exploitant a transmis en date du 29 septembre 2022, un plan des réseaux à jour et complété par le schéma du circuit de refroidissement. Les disconnecteurs ainsi que les points de rejets y sont également plus visibles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Localisation et caractéristiques des points de rejets (eau)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

- un rejet dans l'Ischert, destiné à évacuer les eaux pluviales provenant du parking du personnel, une partie des eaux pluviales de l'ancien bâtiment et de la zone déchets, le tout représentant une surface imperméabilisée de 12 896 m² ;
- un rejet commun aux eaux de refroidissement dans l'étang voisin puis dans l'Ischert, collectant les eaux de pluie provenant de la toiture du bâtiment de production et les surfaces enrobées situées au nord du site, le tout représentant une surface imperméabilisée de 16 642 m² ;
- un rejet dans le Riedgraben qui passe sous le bâtiment de production pour rejoindre ensuite l'étang puis l'Ischert et qui reçoit les eaux pluviales collectées au bas du Spine, représentant une surface imperméabilisée de 380 m².

Constats :

Les points de rejets ont été vus sur site et correspondent aux points de rejets décrits dans le plan des réseaux ainsi que dans l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral sus-cité.

Lors de l'inspection une légère irisation a été aperçue par l'inspection au niveau du point de rejet sur le Riedgraben. L'exploitant a de suite réagi en mettant un coussin absorbant.

Deux origines de cette irisation ont été détectées par l'exploitant :

- des rouages huilés ou graissés n'étaient pas munis de bac de rétention, ces graisses ou huiles se sont répandues sur le sol puis se sont retrouvées dans le réseau ;
- une partie des huiles sont issues du parking réservé aux prestataires extérieurs.

Cette fuite n'a pas été contenue par le séparateur d'hydrocarbures du fait de la faible quantité.

Observations :

L'exploitant a fait appel à une société externe qui a effectué des opérations de nettoyages et de curage le lendemain de l'inspection (le 28 septembre 2022).

Aussi, un rapport d'incident et un rapport de bon fonctionnement des séparateurs d'hydrocarbures sont attendus par l'inspection suite à cette intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : VLE avant rejet dans la STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif d'évacuation et de traitement des eaux résiduaires industrielles les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 1 m³/j
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées)

(cf tableau dans AP)

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20 septembre 2022 les derniers rapports d'analyses d'eau (regroupant les analyses des rejets de process, d'eau de refroidissement et de ses eaux pluviales). Ces rapports datent du 21 décembre 2021, du 20 avril 2022 et du 17 juillet 2022.

La dernière restitution GIDAF date de mars 2022.

Il a été constaté un dépassement de la concentration en DCO dont la valeur était de 306 mg/L lors des analyses de novembre 2021 ; de 324 mg/L lors des analyses de mars 2022 et de 394 mg/L en

juillet 2022. Le rapport de la vidange de découpe jet d'eau indique une concentration de 311 mg/L en juillet 2022.

Pour rappel, la valeur limite (VLE) de la concentration de DCO prescrite dans l'arrêté est de 200 mg/L.

Les écarts avec la VLE étant de 100 mg/L à 194 mg/L (ce qui correspond à une hausse oscillant entre 50 % et 97 %) et étant répétés à chaque analyse, cette situation constitue une non-conformité.

C'est pourquoi, l'inspection propose à la préfète du Bas-Rhin de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral, dans un délai de 3 mois.

Observations :

Deux observations sont émises par l'inspection :

- Pour ce même paramètre, l'inspection a également constaté des dépassements de concentration du même ordre de grandeur dans les analyses des années 2018 à 2020.
- Il convient que l'exploitant :
 - élabore un plan d'action afin de trouver l'origine de ce dépassement de concentration en DCO dans les eaux de rejet de découpe
 - mette en œuvre des solutions pour diminuer la concentration de ce paramètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : VLE eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 4.3.13

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l (cas d'un rejet au milieu naturel) et une teneur en matières en suspension totale inférieure à 30 mg/l.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20 septembre 2022 les derniers rapports d'analyses d'eau (regroupant les analyses des rejets de process d'eau de refroidissement et de ses eaux pluviales).

Le rapport d'analyse en date du 20 avril 2022 montre que les analyses d'eaux pluviales sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral sus-cité.

Observations :

Les valeurs limites réglementaires prescrites par l'arrêté préfectoral n'apparaissent pas dans le rapport d'analyses.

Il conviendra de les indiquer lors des futures éditions des rapports.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VLE eaux de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 4.3.15

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La qualité des rejets d'eaux de refroidissement est aussi bonne que celle de leur prélèvement.

Leur température est limitée à 20 °C

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20 septembre 2022 les derniers rapports d'analyses d'eau (regroupant les analyses des rejets de process, d'eau de refroidissement et de ses eaux pluviales).

Ces rapports datent du 21 décembre 2021, du 20 avril 2022 et du 17 juillet 2022.

La dernière restitution GIDAF date de mars 2022.

Il a été constaté une valeur de la température de 27°C lors des analyses de mars 2022 pour une valeur réglementaire (VLE) prescrite de 20°C.

Les écarts de température avec la VLE étant de l'ordre de 10°C et étant répétés à chaque analyse, cette situation constitue une non-conformité.

C'est pourquoi, l'inspection propose à la préfète du Bas-Rhin de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 4.3.15 de l'arrêté préfectoral, dans un délai de 3 mois.

Observations :

Deux observations sont émises par l'inspection :

- Pour ce même paramètre, l'inspection a également constaté des dépassements de concentration du même ordre de grandeur dans les analyses des années 2018 à 2020.
- Il convient que l'exploitant effectue un plan d'action afin de trouver l'origine de cette hausse de la température du circuit de refroidissement et de mettre en œuvre des solutions pour diminuer ce paramètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 7 : VLE Flux dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : (cf tableau dans l'AP)

Les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20 septembre 2022 les rapports d'analyses de ses rejets atmosphériques de l'année 2021.

Les rapports d'analyses ont été édités le 16 mars 2021 et le 27 août 2021.

Les rapports d'analyses ne montrent pas de dépassement des valeurs limite de flux horaires prescrits dans l'arrêté préfectoral.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté le rapport d'analyse de ses rejets atmosphériques pour l'année 2022. Il a en effet indiqué qu'en raison d'une baisse de production, les analyses qui devaient être effectuées par son prestataire ont dû être décalées. Ainsi les prélèvements du premier semestre ont été effectués du 29 au 31 août 2022 (l'exploitant était en attente du rapport d'analyse), et les prélèvements du second semestre vont être effectués du 24 au 28 octobre 2022.

L'exploitant a transmis à l'inspection le 10 octobre 2022, le rapport d'analyses des rejets atmosphériques du premier semestre de l'année 2022, daté du 27 septembre 2022.

Ces analyses ne montrent pas de dépassement des valeurs limites de flux horaires prescrits dans l'arrêté préfectoral.

Observations :

L'inspection émet deux observations :

1) Le rapport de mars 2021 indique que sur les 20 émissaires de l'installation, seuls 14 ont été analysés. L'exploitant avait indiqué dans son Porter à Connaissance transmis le 31 janvier 2022, que 2 émissaires n'existaient plus. Néanmoins, il convient que l'ensemble des émissaires actifs soient analysés.

2) Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans les meilleurs délais, un devis signé ou un bon de commande concernant les analyses du second semestre.

L'inspection rappelle que les analyses des rejets atmosphériques doivent être effectuées semestriellement. De même, en cas de retard, il convient de le justifier auprès de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : VLE Concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article Art 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en volume en O₂ de 21 % sauf pour les aérothermes pour lesquels cette teneur est de 3 % (combustibles gazeux).

(cf tableau dans AP)

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20 septembre 2022 les rapports d'analyses de ses rejets atmosphériques de l'année 2021.

Les rapports d'analyses ont été édités le 16 mars 2021 et le 27 août 2021. Le second rapport présente un dépassement ponctuel de la concentration de poussière sur la cheminée F4 (la concentration mesurée était de 31 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission de 25 mg/Nm³).

Pour les raisons décrites au constat précédent, l'exploitant a transmis à l'inspection le 10 octobre 2022, le rapport d'analyses des rejets atmosphériques du premier semestre de l'année 2022, daté du 27 septembre 2022.

Ces analyses ne montrent pas de dépassement des valeurs limites de flux horaires prescrits dans l'arrêté préfectoral.

Etant donné qu'un seul dépassement ponctuel (avec un écart de 24 % de la valeur limite réglementaire) sur la concentration de poussière a été observé, il n'est pas proposé de mise en demeure.

Observations :

L'inspection émet les mêmes observations qu'au point précédent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats : L'exploitant n'a pas transmis le plan de gestion des solvants de l'année 2021.

Observations :

Il convient que l'exploitant transmette à l'inspection avant le 31 décembre 2022, son plan de gestion des solvants de l'année 2021, conformément à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Sans retour de l'exploitant passé cette date, l'inspection proposera une mise en demeure auprès de la préfète du Bas-Rhin pour non respect de la prescription sus-citée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Hauteur des Cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 52

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.

Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté d'autorisation conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site.

Constats :

Dans le porter à connaissance transmis le 31 janvier 2022, l'exploitant a indiqué que les hauteurs de cheminées ne sont pas conformes à l'arrêté ministériel sus-cité.

Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par l'inspection, c'est pour cette raison qu'il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade de l'instruction.

Observations :

Dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance, l'exploitant doit transmettre, en plus des compléments demandés dans le courrier du 24 août 2022, une étude technico-économique afin de déterminer les coûts de remise en conformité de la hauteur des cheminées.

Le cas échéant, et conformément à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, l'exploitant peut transmettre une étude de dispersion de gaz du site justifiant que cette dispersion ne présente pas de risques sur le voisinage.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 juillet 2009, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées : (cf tableau dans AP)
Constats : Les débits des rejets de découpe au jet d'eau ainsi que les températures des eaux de refroidissements sont mesurés en continu, cependant aucune donnée n'est indiquée sur le site GIDAF pour les années 2020 et 2021. Suite à l'observation de l'inspection, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 29 septembre 2022 avoir repris les indications des mesures de débit et de température en continu pour le mois de septembre 2022.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant de bien indiquer les données mesurées en continu dans GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déclaration annuelle des émissions et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions et des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou « d'injection en profondeur » énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; - les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la

somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

- la quantité par nature du déchet ;

- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

L'inspection a constaté que les déclarations des émissions de polluants et de transfert de déchets n'ont pas été effectuées pour l'année 2021 sur le site GEREP.

Cette situation constitue une non-conformité et il est proposé à la préfète du Bas-Rhin de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription